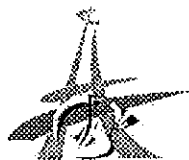




BRIGADE DE SAPEURS-POMPIERS DE PARIS

Paris, le 03/02/2011



Etat-major

Le général de division
commandant la brigade de
sapeurs-pompiers de PARIS

à

Préfecture du Val-de-Marne
Direction des affaires générales
et de l'environnement
Bureau prévention incendie ERP - IGH
7, avenue du Général de Gaulle
94011 CRETEIL CEDEX

OBJET : 3^{ème} avis - Réaménagement et extension – groupe scolaire Notre Dame des missions Saint Pierre – 4, rue du Président KENNEDY – 94220 CHARENTON-LE-PONT.

REFERENCE : Votre transmission du 11 janvier 2011 (PC n°10 N 1013).

PLANS DATES DU : Mois de décembre 2010.

Par transmission de référence, vous m'avez communiqué un nouveau dossier concernant le projet rappelé en objet.

Historique :

Pour mémoire, cet envoi fait suite aux différentes observations de mes avis n°8256 du 22/10/2010 et n° 9838 du 15/12/2010, concernant :

- ✓ les positions des amenées d'air et des évacuations de fumées du sous-sol ;
- ✓ le débouché des évacuations de fumées de l'amphithéâtre se fait à moins d'un mètre des baies des classes 2 et 3, côté cour de récréation ;
- ✓ les dispositions relatives au désenfumage naturel du hall ne sont pas explicitées sur les plans ;
- ✓ le dossier ne comporte pas la déclaration du chef d'établissement précisant la capacité d'accueil maximale par niveau qui permettrait d'apprécier le respect des dispositions de l'article CO 59, relatif à la capacité d'accueil des espaces d'attente sécurisés (EAS) ;
- ✓ la notice de sécurité n'est pas à jour, en particulier en ce qui concerne le respect des dispositions de l'article CO 59 §c, relatif à la résistance au feu des parois des EAS.

Descriptif des travaux :

Le projet consiste au réaménagement et à l'agrandissement du lycée. L'établissement projeté, comportera 2 niveaux au dessus du rez-de-chaussée, un niveau rez-de-chaussée bas et un niveau en sous-sol.

Description de l'établissement :

Après travaux, l'établissement sera distribué comme suit :

- au 2^{ème} étage : 3 salles de classe et 1 salle de répétition (musique) ;
- au 1^{er} étage : 5 salles de classe, l'aumônerie et divers bureaux ;
- au rez-de-chaussée : 6 salles de classe, une salle de travail (professeurs), un bureau et une cafétéria ;
- au rez-de-chaussée bas : l'amphithéâtre ;
- au sous-sol : l'amphithéâtre.

Etant donné la déclivité du terrain, l'amphithéâtre dispose de deux issues de secours débouchant de plain pied sur l'extérieur. Le désenfumage de l'amphithéâtre, du hall et de la circulation au sous-sol est naturel.

Les EAS sont réalisés dans les salles de classe 5, 6 (R+1), 8 et 9 (R+2), ainsi que sur le palier de l'escalier D (R+1) pour les salles de classes existantes. Chaque EAS a une capacité d'accueil minimum de deux personnes en fauteuil roulant.

Enfin, le pétitionnaire souhaite installé un système de sécurité incendie de catégorie B. l'exigence réglementaire en application des dispositions de l'article R 31 ne porte que sur la mise en place d'un équipement d'alarme de type 2b.

Classement :

Cet établissement, de type R, susceptible d'accueillir 850 élèves, l'effectif du personnel n'est pas précisé (effectif total inférieur à 1500), est classé en 2^{ème} catégorie. Il relève des dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public.

Réponse à la demande d'avis de la commission départementale de sécurité formulée :

Le pétitionnaire demande l'avis de la commission de sécurité sur la disposition suivante :

Le niveau R+1 présente un décalage de 1,40 m entre le corps de bâtiment existant et l'extension créée. Une volée de marches permet d'en assurer la continuité. Cette volée n'est pas considérée comme un escalier au sens des articles CO 50 à CO55 dans la mesure où elle ne met pas plusieurs niveaux en communication.

Cette disposition est **acceptable**.

Après étude des documents, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'émet un avis favorable au présent projet sous réserve de la réalisation et du respect des mesures suivantes, en complément de celles énoncées dans la notice de sécurité établie par le cabinet d'architectes « ED architectes » à la date du 5 janvier 2011 :

1°) Réaliser un système de sécurité incendie de catégorie **B**, **comme prévu par le pétitionnaire**, dont la mise en place sera obligatoirement subordonnée aux modalités suivantes :

- désignation d'un coordinateur SSI pour la rédaction du cahier des charges fonctionnel prévu au paragraphe 5.3 de la norme NF S 61-931 ;
- respect pour les matériels des dispositions des normes françaises NF S 61-930 à NF S 61-940, NF S 61-961 et NF EN 54 revêtus des estampilles de conformité ;

- mécanismes de commande des Dispositifs Actionnés de Sécurité avec procès-verbaux de conformité à la norme NF S 61-937 délivré par un laboratoire agréé (MS 60 § 4) ;
- respect de l'admission à la marque NF pour les Dispositifs Actionnés de Sécurité mentionnés dans les articles DF4 (§ 3) et MS 60 (§ 4) ;
- souscription, par l'exploitant, auprès d'un installateur qualifié d'un contrat d'entretien de tous les matériels composant le SSI ; l'annexer au registre de sécurité.

2°) Faire établir pour chaque personne chargée de l'exploitation du SSI, en l'absence de service de sécurité composé d'agents qualifiés et pendant la présence du public, une « attestation de formation » portant notamment sur la signification des différentes signalisations, la conduite à tenir en cas de dérangement et, en cas d'alarme, les modalités d'action sur une commande manuelle (MS 57 §1). Les annexer au registre de sécurité.

3°) Faire réceptionner l'installation du SSI dans les conditions définies aux paragraphes 14, 15 et 16 de la norme NF S 61-932 de décembre 2008.

La personne chargée de la coordination devra notamment :

- établir un dossier d'identité du SSI ;
- faire procéder aux différents essais et tenir les résultats à disposition de la commission de sécurité ;
- organiser la visite de réception dans les conditions définies par la norme ;
- établir un rapport de réception technique certifiant la conformité aux normes en vigueur et aux spécifications du dossier d'identité. Annexer à ce rapport un document établi par le(s) installateur(s) indiquant les essais réalisés et les résultats obtenus, et attestant du bon fonctionnement de chacun des sous-systèmes et de leur corrélation.

4°) Asservir la fermeture des portes d'accès aux cages d'escaliers protégés ainsi que celles de recoupement des circulations au déclenchement du processus d'alarme

5°) Aménager, en partie haute de chaque escalier desservant les étages, un exutoire d'une surface géométrique de 1 m² ou d'un ouvrant de désenfumage d'une surface libre identique, pour permettre l'évacuation de fumée en cas d'incendie.

Assurer son ouverture par un dispositif à commande manuelle à disposer à proximité de l'accès à l'escalier ou dans celui-ci.

Ces dispositifs devront satisfaire aux conditions définies aux articles DF 4 et DF 5.

6°) Assurer, conformément aux dispositions des articles DF 4 et DF 7, le désenfumage de l'amphithéâtre au sous-sol dans les conditions prévues par l'instruction technique n° 246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public et notamment dans son article 7.2, pour ce qui concerne le désenfumage par tirage mécanique.

7°) Assurer, en application de l'article R 19 (§ 3), le désenfumage des autres locaux selon les règles définies au paragraphe 3.9 de l'instruction technique n° 246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.

8°) S'assurer du respect des dispositions de l'article CO 12, relatif à la résistance au feu des structures et planchers.

9°) S'assurer du respect des dispositions de l'article CO 24, relatif au cloisonnement traditionnel, notamment en ce qui concerne la résistance au feu des parois en éléments verriers.

10°) S'assurer du respect des dispositions des articles CO 57 et 59, relatifs au EAS.

11°) S'assurer de l'audibilité de l'alarme en point de l'établissement à la fin des travaux.

12°) Compléter l'éclairage de sécurité après travaux.

13°) Réactualiser le plan schématique apposé à chaque entrée du bâtiment, sous forme de pancarte inaltérable, destiné à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, conformément aux dispositions de l'article MS41.

14°) S'assurer que les travaux prévus n'apportent aucune gêne pour l'évacuation du public et ne lui font courir aucun danger, conformément aux dispositions de l'article GN13.

15°) S'assurer du concours, pendant la construction, d'organismes ou de personnes agréés par le ministre de l'intérieur pour effectuer les vérifications de sécurité conformément aux articles R 123-43 et R 123-44 du Code de la Construction et de l'Habitation. Les procès-verbaux ou comptes rendus de vérification seront présentés à la commission de sécurité et annexés au registre de sécurité.

Le Lieutenant-colonel Ronan POILVERD
Chef du bureau prévention